



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

IRAK
Une répression systématique

index AI : MDE 14/10/99
embargo : 24 novembre 1999

•
ÉFAI
•

EMBARGO
24 novembre 1999

IRAK

Une répression systématique

Résumé*

L'Irak est le théâtre de violations flagrantes et systématiques des droits de la personne humaine. Ces atteintes aux libertés fondamentales comprennent les arrestations et les détentions arbitraires, la torture, les exécutions judiciaires et extrajudiciaires au terme de procès sommaires et inéquitables, les « disparitions » et les expulsions forcées de personnes en raison de leur origine ethnique. Le gouvernement irakien n'a pas manqué une occasion de dénoncer de la façon la plus large les souffrances endurées par la population sous l'effet du régime de sanctions imposé à l'Irak, notamment en autorisant des journalistes, des hommes politiques et d'autres personnalités étrangères à se rendre dans le pays. Cependant, il a imposé un black-out total sur les atrocités commises par ses propres forces de sécurité à l'encontre des opposants présumés au régime.

Les arrestations et les placements en détention arbitraires visant des opposants présumés du gouvernement se poursuivent sur une grande échelle. La plupart des prisonniers politiques sont détenus au secret et leurs familles ne savent même pas où ils sont incarcérés. Ils sont systématiquement soumis à la torture physique et psychologique durant les interrogatoires. Par ailleurs, l'Irak a promulgué et appliqué ces dernières années plusieurs décrets prévoyant des peines judiciaires qui s'apparentent à des actes de torture ou à des châtiments cruels, inhumains ou dégradants.

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Iraq: Victims of Systematic Repression. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI – novembre 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

La peine capitale est massivement appliquée en Irak pour sanctionner tout un ensemble d'infractions de droit commun et de crimes politiques. Des centaines d'exécutions sont ainsi signalées chaque année. Elles sont rarement annoncées par le gouvernement, qui ne publie d'ailleurs pratiquement aucune statistique officielle relative à la peine de mort. La majorité des victimes de violations des droits fondamentaux étaient des musulmans chiites du sud de l'Irak et de certains quartiers de Bagdad, ainsi que des Kurdes du nord du pays.

Au cours des dix-huit derniers mois, plusieurs hauts dignitaires chiites ont été tués dans le sud de l'Irak, dans des circonstances donnant à penser qu'ils pourraient avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires imputables à des agents du gouvernement ou à des forces opérant sur ordre de celui-ci. Dans le nord du pays, les forces de sécurité ont chassé de leurs foyers, en raison de leur origine ethnique, des milliers de familles kurdes qu'ils ont déplacées vers les régions du Kurdistan irakien contrôlées par les deux principaux partis politiques kurdes.

Amnesty International a écrit en de nombreuses occasions au gouvernement irakien au sujet de cas particuliers de violations des libertés fondamentales, en formulant des recommandations en vue d'améliorer la situation des droits humains en général. Toutefois, les autorités n'ont pris aucune mesure pratique pour mettre un terme aux exactions. L'Organisation a aujourd'hui décidé de faire connaître au grand public ses graves préoccupations concernant les droits humains en Irak.

Dans ce document, Amnesty International présente une série de 13 recommandations au gouvernement irakien. Ces mesures permettraient, si elles étaient appliquées, de contribuer à améliorer la situation des droits humains dans le pays et de démontrer une volonté réelle de promouvoir et de mettre en œuvre efficacement les normes internationales relatives à ces droits.

<p>EMBARGO 24 novembre 1999</p>

IRAK

Une répression systématique

SOMMAIRE

Introduction	<i>page 2</i>
1. Le contexte	<i>page 4</i>
2. Les arrestations et les détentions arbitraires	<i>page 8</i>
3. La torture et les mauvais traitements	<i>page 11</i>
4. La peine de mort	<i>page 14</i>
5. Des dignitaires religieux chiites victimes d'exécutions probablement extrajudiciaires	<i>page 16</i>
6. Les expulsions forcées de ressortissants non arabes	<i>page 19</i>
Recommandations	<i>page 21</i>

Introduction

L'Irak est le théâtre de violations flagrantes et systématiques des droits de la personne humaine. Ces atteintes aux libertés fondamentales comprennent les arrestations et les détentions arbitraires, la torture, les exécutions judiciaires et extrajudiciaires au terme de procès sommaires et inéquitables, les « disparitions » et les expulsions forcées de personnes en raison de leur origine ethnique. Le gouvernement irakien n'a pas manqué une occasion de dénoncer de la façon la plus large les souffrances endurées par la population sous l'effet du régime de sanctions imposé à l'Irak, notamment en autorisant des journalistes, des hommes politiques et d'autres personnalités étrangères à se rendre dans le pays. Cependant, il a imposé un black-out total sur les atrocités commises par ses propres forces de sécurité à l'encontre des opposants présumés au régime. Ce rapport présente l'ensemble des préoccupations d'Amnesty International concernant les violations des droits humains commises en Irak au cours des dernières années, notamment les arrestations et les détentions arbitraires, la torture, la peine de mort, les exécutions extrajudiciaires présumées et l'expulsion forcée des ressortissants non arabes.

Depuis le début de l'année, de nombreux affrontements ont opposé les forces de sécurité et les groupes armés d'opposition islamiste dans le sud de l'Irak, où les chiites sont prédominants, et en particulier à Bassorah. Ces incidents, qui auraient fait des dizaines de morts dans les deux camps, ont été suivis d'une vague d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires. Le gouvernement n'a reconnu qu'au mois de mai que des troubles avaient éclaté à Bassorah à la mi-mars. Il a accusé l'Iran d'en être l'instigateur, car l'un des groupes d'opposition les plus importants est basé dans ce pays. Ces événements ont été déclenchés par l'assassinat, dans des circonstances suspectes, de l'un des plus hauts dignitaires chiites irakiens, l'ayatollah Mohammad Sadeq al Sadr, en février 1999.

Les arrestations et les placements en détention arbitraires visant des opposants présumés du gouvernement se poursuivent sur une grande échelle. Les victimes de ces mesures ne reçoivent pas d'explication quant au motif de leur interpellation et aucun mandat d'arrêt ne leur est présenté. La grande majorité des prisonniers politiques sont détenus au secret et leurs familles ne savent même pas où ils sont incarcérés.

Le recours à la torture physique et psychologique sur la personne des détenus demeure systématique durant les interrogatoires. Les prisonniers sont torturés immédiatement après leur arrestation et les méthodes employées peuvent être extrêmes, les bourreaux allant parfois jusqu'à leur arracher les yeux. Aucune enquête sur la torture n'a jamais été signalée. Par ailleurs, l'Irak a promulgué et appliqué ces dernières années plusieurs décrets prévoyant des peines judiciaires qui s'apparentent à des actes de torture ou à des châtements cruels, inhumains ou dégradants.

La peine capitale est massivement appliquée en Irak pour sanctionner tout un ensemble d'infractions de droit commun et de crimes politiques. Des centaines d'exécutions sont ainsi signalées chaque année. Elles sont rarement annoncées par le gouvernement, qui ne publie d'ailleurs pratiquement aucune statistique

officielle relative à la peine de mort. Compte tenu du secret qui les entoure, il est souvent impossible de déterminer si les exécutions signalées ont constitué un châtiment judiciaire ou si elles ont eu un caractère extrajudiciaire.

La majorité des victimes de violations des droits fondamentaux étaient des chiites du sud de l'Irak et de certains quartiers de Bagdad, ainsi que des Kurdes du nord du pays. Depuis le début des années 1980, des centaines de milliers de Kurdes et de chiites ont « disparu », et leur sort n'est toujours pas élucidé¹. Au cours des dix-huit derniers mois, plusieurs hauts dignitaires chiites ont été tués dans le sud de l'Irak, dans des circonstances donnant à penser qu'ils pourraient avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires imputables à des agents du gouvernement ou à des forces opérant sur ordre de celui-ci. La répression gouvernementale à l'égard de la dissidence chiite s'est poursuivie avec la même intensité depuis la tentative de soulèvement de 1991, à l'issue de la guerre du Golfe. Parmi les personnes récemment tuées figuraient des dignitaires religieux réputés et respectés dont le gouvernement se méfiait. L'un d'entre eux aurait dénoncé publiquement la répression gouvernementale.

Dans le nord du pays, les forces de sécurité ont chassé de leurs foyers, en raison de leur origine ethnique, des milliers de familles kurdes et les ont déplacées vers les régions du Kurdistan irakien contrôlées par les deux principaux partis politiques kurdes.

Ces violations massives des droits humains et le climat de terreur qui règne en Irak ont poussé des milliers de ressortissants irakiens à prendre la fuite illégalement et à demander l'asile dans des pays voisins, mais aussi dans de nombreux autres États à travers le monde².

Le gouvernement irakien continue de refuser aux spécialistes des droits humains des Nations unies, et notamment au Rapporteur spécial sur l'Irak, l'autorisation de se rendre dans le pays afin d'y enquêter sur les violations des libertés fondamentales. Ainsi, aucune organisation internationale de défense des droits humains n'a visité l'Irak au cours des dernières années. Alors que les Nations unies ont mis en œuvre les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur l'Irak depuis 1991, la résolution 688 du 5 avril 1991, qui appelait le gouvernement à mettre fin à la « *répression des populations civiles irakiennes* » et à permettre un « *accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Iraq* », n'est toujours pas appliquée.

Amnesty International a écrit en de nombreuses occasions au gouvernement irakien au sujet de cas particuliers de violations des libertés fondamentales, en formulant des recommandations en vue d'améliorer la situation des droits humains en général. Toutefois, les autorités n'ont pris aucune mesure pratique

1. Amnesty International a publié plusieurs rapports sur les « disparitions » en Irak, notamment : *Irak. Cas de « disparition » non élucidés depuis le début des années 80* (index AI : MDE 14/05/97) et *Irak. « Disparition » de religieux et d'étudiants en théologie chiites* (index AI : MDE 14/02/93), publiés, respectivement, en octobre 1997 et en avril 1993.

2. Selon les informations du HCR, plus de 539 880 réfugiés irakiens se trouvaient en Iran au début de l'année 1999. Par ailleurs, la seule Jordanie compterait entre 100 000 et 200 000 résidents irakiens.

pour mettre un terme aux exactions. C'est pourquoi l'Organisation a maintenant décidé de faire connaître de la façon la plus large ses graves préoccupations concernant les droits humains en Irak.

En avril 1999, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a fermement condamné les « *violations systématiques, généralisées et extrêmement graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par le Gouvernement iraquien, qui se traduisent partout par un état de répression et d'oppression fondé sur une discrimination et une terreur généralisées* », les « *exécutions sommaires et arbitraires* » et la « *pratique généralisée et systématique de la torture, ainsi que la promulgation et l'application de décrets prescrivant des peines cruelles et inhumaines pour sanctionner les délits* »³.

1. Le contexte

L'Irak demeure soumis à des sanctions économiques très strictes, en vertu des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis 1990, après l'occupation du Koweït. D'après un grand nombre d'experts internationaux, de journalistes et d'organismes de l'ONU – notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) –, ces sanctions ont sapé l'infrastructure économique de l'Irak, entraînant la dégradation du tissu socio-culturel de la société, une extrême pauvreté, la malnutrition, la généralisation de la corruption et de la criminalité, et le décès de plus d'un demi-million d'enfants âgés de moins de cinq ans.

En juillet 1999, l'UNICEF a publié un rapport sur la mortalité infantile et maternelle en Irak⁴. À partir d'une étude portant sur 24 000 ménages vivant dans le centre et dans le sud du pays, régions qui sont contrôlées par le gouvernement, l'UNICEF a établi que le taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans avait plus que doublé en l'espace d'une décennie, passant de 56 décès pour 1 000 naissances d'enfants vivants durant la période de 1984 à 1989, à 131 pour 1 000 entre 1994 et 1999. Dix-huit mois auparavant, dans un rapport publié au mois de décembre 1998, l'UNICEF avait conclu que dans l'ensemble de l'Irak, la situation demeurerait telle que le droit de l'enfant à la survie et à des soins médicaux, prévu par la Convention relative aux droits de l'enfant, restait menacé par les risques énormes pesant sur la vie et sur la santé en raison des difficultés économiques⁵.

Le programme « *pétrole contre nourriture* », établi par le Mémoire d'accord conclu entre l'Irak et les Nations unies le 30 mai 1996, permet à Bagdad de vendre du pétrole pour une valeur de 5,2 millions de dollars tous les six mois, afin d'acheter des marchandises à caractère humanitaire. Les ventes, les importations

3. Résolution de la Commission des droits de l'homme 1999/14 : *Situation des droits de l'homme en Iraq*.

4. *Child and Maternal Mortality survey 1999 – Preliminary Report, Iraq July 1999* [Étude de 1999 sur la mortalité infantile et maternelle – rapport préliminaire, Irak, juillet 1999] (UNICEF, ministère de la Santé).

5. Rapport de l'UNICEF du 30 avril 1998 intitulé « *Situation analysis of Children and Women in Iraq* » [Analyse de la situation des femmes et des enfants en Irak].

et la distribution de ces biens sont contrôlées par l'ONU. Il semble que la situation humanitaire se soit quelque peu améliorée au cours des deux dernières années ; toutefois, l'UNICEF a estimé que le programme « *pétrole contre nourriture* » ne permettait pas encore une protection adéquate des enfants irakiens contre la malnutrition et la maladie. Carol Bellamy, directeur général de cette organisation, a imputé l'augmentation du taux de mortalité dans le sud et dans le centre du pays tant au régime des sanctions qu'à la politique du gouvernement irakien. Ainsi, elle a dénoncé la lenteur dont fait preuve le gouvernement pour distribuer les marchandises dans plusieurs secteurs, en particulier celui des fournitures médicales, et son refus de commander certains éléments nutritifs spéciaux⁶.

Le 30 janvier 1999, le Conseil de sécurité a décidé de créer trois commissions distinctes sur l'Irak : la première pour étudier les questions touchant le désarmement et les activités de contrôle et de vérification ; la deuxième pour évaluer la situation humanitaire ; et la troisième pour enquêter sur le problème des prisonniers de guerre et des biens koweïtiens. Ces trois commissions ont été invitées à présenter des recommandations avant le 15 avril. Dans ses conclusions et recommandations, la commission chargée des questions humanitaires a indiqué que le taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans avait augmenté, passant de 30,2 pour 1 000 naissances d'enfants vivants en 1989 à 97,2 pour 1 000 en 1997 ; en même temps, le taux de mortalité maternel est passé de 50 pour 1 000 naissances d'enfants vivants à 117 pour 1 000 pendant la même période. D'après ce rapport, les hôpitaux et les dispensaires ne sont plus entretenus depuis 1991, et « *la capacité du système de soins de santé a souffert en outre de pénuries d'eau et d'électricité, du manque de moyens de transport et de l'effondrement du réseau de télécommunications* ». Le rapport de la commission constate également une « *augmentation de la délinquance juvénile, de la mendicité et de la prostitution, [une] vive inquiétude quant à l'avenir et [une] démotivation... [la] constitution d'une économie parallèle marquée par les profiteurs et les délinquants, [un] appauvrissement sur les plans culturel et scientifique, [une] perturbation de la vie familiale* ». La commission a abouti à la conclusion que des fonds supplémentaires, une aide humanitaire accrue et une meilleure distribution étaient nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires urgents. Enfin, elle a recommandé au gouvernement irakien de faire de son mieux pour assurer la distribution rapide des produits à caractère humanitaire, de mieux répondre aux besoins des groupes vulnérables, en particulier les enfants des rues, les handicapés, les personnes âgées et les malades mentaux, et de veiller à ce que les personnes déplacées contre leur gré reçoivent une assistance humanitaire adéquate⁷.

Amnesty International ne prend pas position sur la question des sanctions qui sont utilisées pour influencer l'attitude du gouvernement. Néanmoins, l'Organisation considère qu'il incombe au Conseil de sécurité, en tant qu'organe ayant imposé des sanctions à l'Irak, de dresser des bilans réguliers des répercussions de ces sanctions sur les droits de la population irakienne. En juillet 1999, Amnesty International a publié une déclaration exhortant le Conseil de sécurité à prendre

6 ; Rapport de l'Agence France Presse du 25/08/99 ; Sarah Graham-Brown : « *UNICEF Establishes Blame in Iraq* » « e-mail publication » : MERIP Press Information Note (PIN)#7, 21/9/99.

7 ; Annexe II S/1999/356 : Rapport de la Commission chargée d'évaluer la situation humanitaire actuelle en Iraq, 30 mars 1999.

des mesures urgentes et adaptées s'appuyant sur les recommandations de la commission chargée de la situation humanitaire en Irak, dans le but de garantir une prise en compte totale des préoccupations relatives aux droits humains⁸.

Amnesty International soutient fermement la position du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, définie dans la note générale n°8 (E/C. 12/1997/8) adoptée le 8 décembre 1997, selon laquelle « *les habitants d'un pays donné ne perdent pas leurs droits économiques, sociaux et culturels par la simple affirmation du fait que leurs dirigeants ont violé des normes relatives à la paix et à la sécurité mondiale* ». Suivant ce raisonnement, le Comité a déclaré : « *Lors de l'examen des sanctions, il est essentiel de faire une distinction entre, d'une part, l'intention de base consistant à exercer une pression politique et économique sur l'élite qui gouverne le pays afin de la persuader de respecter le droit international et, d'autre part, les dommages infligés aux groupes de personnes les plus vulnérables à l'intérieur du pays ciblé.* »

Lors de sa 51^e séance, le 26 août 1999, la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations unies a décidé de « *lancer une nouvelle fois un appel à la communauté internationale et, en particulier, au Conseil de sécurité pour que les dispositions relatives à l'embargo affectant la situation humanitaire de la population iraquienne soient levées* ». La Sous-commission a décidé également « *d'exhorter la communauté internationale et tous les gouvernements, y compris celui de l'Iraq, à alléger les souffrances de la population iraquienne en lui facilitant, notamment, la fourniture de vivres et de médicaments, ainsi que les moyens de répondre à ses besoins essentiels* »⁹.

En octobre 1999, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité étaient toujours divisés sur la question de la levée éventuelle des sanctions contre l'Irak en échange d'un nouveau système de contrôle exercé sur le programme d'armes de destruction massive que l'on soupçonne ce pays de détenir, contrôle qui constitue l'aspect central du régime de sanctions¹⁰. Le système d'inspection des armements, qui avait été mis en place à la fin de la guerre du Golfe, a disparu en décembre 1998. Le 15 décembre 1998, le président de la Commission spéciale des Nations unies sur le désarmement irakien (UNSCOM), équipe d'inspecteurs chargée de la destruction des armes et des capacités chimiques et biologiques de l'Irak, a présenté au Conseil de sécurité un rapport faisant état de l'absence de coopération pleine et entière de ce pays avec les inspecteurs de l'ONU. Les représentants des Nations unies, y compris son personnel humanitaire, ont été immédiatement évacués du territoire irakien. Le 16 décembre, les forces

8. Cf. Bulletin d'informations 144/99 intitulé *Irak. Le Conseil de sécurité des Nations unies examine le rapport de la commission chargée des questions humanitaires sur les sanctions imposées à l'Irak. Résumé de la position et des préoccupations d'Amnesty International*. (index AI : MDE 14/06/99)

9. E/CN.4/Sub.2/Dec/1999/110.

10. La France, la Chine et la Russie seraient favorables à la levée des sanctions frappant les importations de marchandises non militaires si l'Irak coopère à un nouveau programme de désarmement ; les États-Unis, pour leur part, soutiendraient une proposition conjointe de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas visant à suspendre les sanctions sur les exportations et à autoriser les investissements étrangers dans les secteurs du pétrole et du gaz, pour autant que l'Irak accepte de se soumettre à des inspections d'armes pendant une période test.

américaines et britanniques ont procédé pendant quatre jours à une série de frappes aériennes, dans le cadre d'une opération connue sous le nom de code « Renard du désert »¹¹.

Depuis la fin du mois de décembre 1998, les forces américaines et britanniques ont régulièrement bombardé des cibles irakiennes à l'intérieur des deux zones d'exclusion aérienne couvrant le nord et le sud du pays. Ces zones, qui se situent au nord du 36^e parallèle et au sud du 33^e parallèle, ont été instaurées par les forces alliées au terme de la guerre du Golfe, en 1991, dans le but de protéger les populations kurdes et chiïtes de l'Irak. Les offensives militaires se seraient soldées par la destruction de biens civils, faisant des dizaines de morts parmi les civils et encore davantage de blessés. Ainsi, le 29 avril 1999, une bombe à guidage laser tombée sur le quartier al Wahda de Mossoul, au nord de Bagdad, aurait blessé une vingtaine de civils, dont des femmes et des enfants, et détruit plusieurs maisons. Le lendemain, au cours d'une autre frappe aérienne, un berger aurait été tué avec six membres de sa famille dans la tente qui les abritait, près de Mossoul. Un représentant des Nations unies chargé des questions humanitaires qui se trouvait dans la région a confirmé la mort du berger et de sa famille. Néanmoins, les responsables de l'armée américaine ont souvent affirmé que leurs forces se livraient à des attaques en état de légitime défense et ont accusé l'Irak de placer des équipements militaires à proximité des populations civiles.

Plusieurs appels d'Amnesty International, lancés à l'échelle mondiale, ont déploré les nouvelles pertes civiles entraînées par ces attaques et exhortaient les États-Unis et le Royaume-Uni à donner pour instructions à leur forces militaires de s'abstenir de toute offensive susceptible de causer des pertes en vies humaines dans la population civile « *qui seraient excessi[ves] par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu* »¹². Des représentants des gouvernements de ces deux pays ont répondu à l'Organisation en affirmant que les forces américaines et britanniques avaient agi en état de légitime défense et qu'elles déployaient d'importants efforts pour éviter les pertes civiles. Cependant, leurs réponses ne fournissaient aucune information sur les mesures adoptées pour éviter ces pertes. Le 7 octobre 1999, des responsables de l'armée des États-Unis ont fait une déclaration publique, dans laquelle ils indiquaient que les avions de guerre américains utilisaient des bombes remplies de ciment au lieu d'explosifs pour les attaques dans le nord de l'Irak, afin de réduire les risques de dommages aux populations et biens se trouvant à proximité des cibles militaires¹³.

11. Amnesty International a publié plusieurs bulletins d'informations et adressé des appels mondiaux urgents aux gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, dans lesquels elle exprimait ses graves préoccupations quant à la sécurité de la population civile en Irak et leur rappelait le principe général de protection contenu dans les normes du droit humanitaire international. Voir, par exemple, le Bulletin d'informations 247/98 intitulé *Amnesty International lance un appel aux gouvernements américain et britannique pour empêcher que des civils ne soient tués dans les bombardements en Irak* (index AI : MDE 14/06/98), publié le 16 décembre 1998.

12. Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), Titre IV, Population civile, article 51(5b).

13. Reportage de Reuters, 7 octobre 1999. Selon ce document, depuis décembre 1999, les avions militaires américains et britanniques auraient fait près de 16 000 sorties dans le sud de l'Irak, larguant 550 bombes sur 135 cibles, et plus de 11 000 sorties dans le nord du pays, avec plus de 1 100 bombes lancées sur plus de 250 objectifs militaires.

2. Les arrestations et les détentions arbitraires

Des milliers de personnes ont fait l'objet d'arrestations arbitraires en Irak ces dernières années, en raison de leurs activités d'opposition présumées ou de leurs liens de parenté avec des personnes recherchées par les autorités. En général, aucune précision ne peut être obtenue sur le sort ni sur le lieu d'incarcération des prisonniers, compte tenu du contrôle gouvernemental exercé sur l'information et des craintes très fondées de représailles. Un grand nombre de détenus ont été exécutés. Les vagues d'arrestations ont souvent fait suite à des tentatives d'assassinat contre des dignitaires du régime, comme celle visant Oudaï Saddam Hussein, le fils aîné du Président, au mois de décembre 1996 à Bagdad, ou celle perpétrée à Karbala en novembre 1998 contre Ezzat Ibrahim al Duri¹⁴, vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance de l'exécutif en Irak. Dans de nombreux cas, les arrestations massives ont également répondu à un renforcement des activités de l'opposition armée ou à des tentatives présumées de coup d'État militaire.

Les arrestations sont effectuées par des membres des forces de sécurité opérant la plupart du temps en civil. Ces agents appartiennent à une série d'organes de la sûreté et des renseignements irakiens, notamment à la Direction de la sûreté générale (*Mudiriyat al An al Amma*), à la Garde républicaine, aux services de renseignements de l'Armée, aux forces de sécurité militaires, aux *Fidayi Saddam* (Combattants de Saddam), à la milice du parti Baas au pouvoir ou à la police¹⁵. Aucun mandat d'arrêt n'est présenté aux personnes interpellées et on ne leur indique pas le motif de leur arrestation, pas plus qu'à leurs familles. Elles sont généralement détenues au secret dans des établissements pénitentiaires tels que la prison d'Abou Ghraïb, à Bagdad, dans des centres de détention comme celui d'al Radhwaniya, à proximité de la capitale, ou dans d'autres centres appartenant aux organes de sécurité mentionnés plus haut. Les détenus ne sont pas autorisés à rencontrer un avocat ni les membres de leur famille. Dans la plupart des cas, leurs proches ne savent pas où ils sont incarcérés et n'osent pas s'en enquérir.

Ces pratiques sont contraires aux dispositions du droit international, notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) auquel l'Irak est partie, et de la Constitution provisoire de ce pays, adoptée en 1990¹⁶. En effet, l'article 9 (2) du PIDCP prévoit que « *tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notifi-*

14. En août 1999, Peter Filz, membre du conseil municipal de Vienne, a porté plainte auprès des tribunaux viennois contre Ezzat Ibrahim al Duri, qui suivait alors un traitement médical en Autriche. Il a affirmé qu'al Duri était responsable de l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, qu'il avait participé personnellement à des attentats contre des Kurdes et qu'il s'était rendu coupable d'autres atrocités, notamment d'actes de torture. Le 17 août, Amnesty International a publié une déclaration soulignant qu'en vertu du droit international, tous les États, y compris l'Autriche, sont tenus d'ouvrir une enquête dès lors qu'une personne soupçonnée d'avoir participé à des actes de torture se trouve sur son territoire. Néanmoins, Ezzat Ibrahim al Duri a pu quitter l'Autriche le 19 août.

15. La plupart de ces organes de sécurité sont dirigés par Qusay Saddam Hussein, le fils cadet du président Saddam Hussein. Oudaï Saddam Hussein est responsable des Fidayi Saddam, qui ont été constitués au milieu des années 1990 et ont pour principale mission de réprimer les soulèvements populaires.

16. Aux termes de l'article 22(b) de la Constitution provisoire : « *Un individu ne pourra être arrêté, placé en détention, emprisonné ou fouillé que conformément à la loi* ».

cation, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui ». D'autre part, le principe 13 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement dispose que « toute personne se verra fournir, au moment de l'arrestation et au début de la détention ou de l'emprisonnement ou peu après, par les autorités responsables de l'arrestation, de la détention ou de l'emprisonnement, selon le cas, des renseignements et des explications au sujet de ses droits ainsi que de la manière dont elle peut les faire valoir ».

Après l'attentat commis contre Oudaï Saddam Hussein dans le quartier al Mansur, à Bagdad, en décembre 1996, par des hommes armés circulant en voiture qui ont tiré sur le fils du président, des centaines de personnes ont été arrêtées puis détenues pendant des mois sans inculpation. Après avoir bouclé tout le quartier, les forces de sécurité spéciales ont commencé à interpellier les commerçants et les habitants, sous prétexte qu'ils devaient avoir vu les agresseurs. Parmi les personnes arrêtées figurait A¹⁷, artiste de trente-six ans, marié et père de deux enfants, qui se trouvait dans son bureau au moment de l'incident. Il a déclaré à Amnesty International qu'il avait passé neuf mois en détention sans inculpation ni jugement et qu'il avait été torturé. Ainsi, il a été fouetté à l'aide d'un câble pendant de longues périodes, en particulier sur le dos et les épaules. Les marques de la torture demeurent visibles sur son corps. A. avait initialement été emprisonné au centre de détention d'al Radhwaniya, avant d'être transféré à la prison d'Abou Ghraib. Il est parvenu à s'évader en achetant un membre du personnel pénitentiaire et a quitté secrètement le pays.

Au cours des semaines qui ont précédé l'assassinat de l'ayatollah Sadeq al Sadr, le 19 février 1999 (cf. 5^e partie), plusieurs de ses assistants les plus proches ont été arrêtés dans le sud de l'Irak et à Bagdad. En octobre 1999, on ignorait tout de leur sort. Parmi ces personnes figuraient **al Shaikh Awus al Khaffaji**, imam à An Nasiriyah, **al Shaikh Asad al Nassiri**, professeur de théologie à Najaf, **al Shaikh Ahmad al Nassiri**, étudiant en théologie à Najaf, **al Sayyid Adnan al Safi**, imam à Al Numaniya, **al Shaikh Ala al Baghdadi**, imam à Al Medaina, **al Shaikh Aqil al Mussawi**, étudiant en théologie à Najaf, **al Shaikh Tahsin al Abbudi**, imam dans le quartier Abou Ghraib, dans la capitale, et **al Sayyid Hazem al Araji**, imam à Bagdad.

Depuis l'assassinat de l'ayatollah Sadeq al Sadr, le sud de l'Irak, et en particulier la ville de Bassorah, ont été le théâtre d'activités d'opposition armée de grande ampleur. Ces manifestations ont été conduites par des membres ou des sympathisants de groupes d'opposition islamique tels que l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI), mouvement basé en Iran, ou le parti *Al Daawa al Islami* (l'Action islamique). Les affrontements ont fait des morts dans les deux camps. Par ailleurs, des centaines de personnes auraient été arrêtées et les maisons de certaines d'entre elles auraient été détruites. Le gouvernement a tout d'abord passé ces troubles sous silence, avant d'admettre en mai, pour la première fois, que des affrontements avaient eu lieu au mois de mars de cette année. Il a alors accusé l'Iran d'en être l'instigateur. Selon certaines sources, Qusay Saddam Hussein aurait ordonné, le 2 septembre 1999, de libérer toutes les personnes détenues pour des raisons de sécurité dans les prisons du sud de l'Irak.

17. Nom tenu secret à la demande de l'intéressé.

Amnesty International a écrit au gouvernement irakien le 16 septembre 1999, afin d'obtenir confirmation de ces libérations et de solliciter des précisions à leur sujet. L'Organisation a demandé, notamment, le nombre exact de personnes remises en liberté, leurs noms, la nature des charges qui pesaient contre elles, le lieu où elles étaient détenues et si leur libération était ou non assortie de conditions. Aucune réponse ne lui est parvenue à ce jour.

De nombreuses personnes ont été placées en détention uniquement parce que certains membres de leur famille ou de leurs proches étaient actifs dans l'opposition irakienne à l'étranger¹⁸. Les autorités ont eu recours à cette méthode pour faire pression sur les Irakiens vivant hors du pays, afin qu'ils cessent toute activité d'opposition, voire qu'ils reviennent en Irak. **Abd al Wahid al Rifai**, marié et père de neuf enfants, a ainsi été arrêté sans mandat à son domicile, à Bagdad, et emmené par des agents de la sécurité en tenue civile le 8 mars 1999, à deux heures du matin. Initialement détenu au siège de la Direction de la sûreté générale, il a ensuite été conduit à l'hôpital en raison de problèmes de santé, puis ramené au siège des forces de sécurité de Bagdad, où il est actuellement détenu sans inculpation ni jugement. Depuis l'arrestation d'Abd al Wahid al Rifai, sa famille n'a, semble-t-il, pas été autorisée à lui rendre visite. On pense qu'il a été arrêté parce que les autorités le soupçonnaient d'être en relation avec l'opposition par l'intermédiaire de son frère, Abd al Rahim al Rifai, opposant actif au régime qui vit actuellement en Europe. **Abd al Rahim al Rifai**, qui était homme d'affaires en Irak, a quitté le pays pour la Jordanie avec sa femme et ses enfants au mois de mars 1995. Appréhendé en Irak au cours du mois précédant son départ, il avait été accusé d'être en relation avec l'opposition à l'étranger et avait été torturé. Parmi les sévices qui lui ont été infligés figurent les passages à tabac, la suspension par les chevilles et les décharges électriques sur les lèvres et sur les parties génitales. Abd al Rahim al Rifai a pu s'enfuir en achetant un responsable de la prison. En août 1995, un tribunal pénal l'a condamné à mort par contumace. Un autre de ses frères, Abd al Hussain, était recherché par les autorités après l'arrestation d'Abd al Wahid, mais il est également parvenu à quitter le pays.

Ibrahim Amin al Azzawi, avocat âgé de soixante-dix ans, a été arrêté au petit matin, le 23 mars 1999, par quatre membres des forces de sécurité en civil qui sont venus le chercher chez lui, à Bagdad. Il ne participait, semble-t-il, à aucune activité d'opposition. La veille au soir, sa fille Bushra, mariée et mère de famille, était arrivée chez ses parents en état de choc, accompagnée de ses deux enfants. Elle avait déclaré à sa famille, des musulmans de confession sunnite, que son mari **Riyadh Baqer al Hilli**, un homme d'affaires approchant la quarantaine, avait été arrêté à leur domicile et emmené par des agents de la sécurité. La famille n'avait pas fermé l'œil de la nuit. Lorsque les quatre membres des forces de sécurité ont frappé à la porte, vers 6 heures du matin, c'est Ibrahim Amin al Azzawi qui leur a ouvert. Après avoir fouillé la maison et confisqué quelques

18. Amnesty International a également reçu des informations selon lesquelles, suite à un regain d'activité de l'opposition armée, début 1999, plusieurs familles d'anciens gradés de l'armée irakienne qui avaient rejoint l'opposition auraient été chassées de leurs foyers, en février 1999, et envoyées dans des camps installés près de Kirkouk. Ces familles ont, semble-t-il, été contraintes de suivre des entraînements à titre de sanction. Les maisons des anciens représentants du gouvernement ou responsables de l'armée qui ont quitté le pays pour rejoindre l'opposition ont été confisquées ou rasées.

documents, ils l'ont arrêté sans lui fournir aucune explication. Craignant que les agents de la sécurité ne reviennent pour les arrêter, Bushra, ses deux enfants, ses deux sœurs célibataires Maryam et Nour, et leur mère Aliya Abdallah al Azzawi, âgée de soixante-et-un ans, ont alors rassemblé quelques objets de valeur avant de prendre la fuite. Quelques semaines plus tard, ces femmes, ainsi que les enfants, sont parvenues à quitter le pays. Elles pensent qu'Ibrahim Amin al Azzawi a été arrêté parce son gendre Riyadh, de confession chiite, était soupçonné de se livrer à des activités clandestines contre le gouvernement. Le 11 juillet, Ibrahim Amin al Azzawi a été exécuté, puis inhumé par les autorités. On ignore s'il avait été inculpé, jugé ou condamné. Amnesty International ne dispose d'aucune information sur le sort réservé à Riyadh Baqer al Hilli.

Ahlam Khadom Rammahi, femme au foyer et mère de six enfants, a quitté l'Irak avec son mari en 1982. Le 28 juillet 1999, elle a quitté Londres, munie de son passeport britannique, et elle a gagné l'Irak pour rendre visite à sa mère malade, qu'elle n'avait pas revue depuis son départ du pays. Une semaine plus tard, le 5 août, deux agents de la sécurité se sont présentés au domicile de sa mère, à Najaf, pour arrêter Ahlam Khadom Rammahi. Celle-ci, cependant, était déjà repartie pour Bagdad où elle était attendue chez des membres de sa famille. Les agents de la sécurité ont alors interpellé l'un de ses frères et l'ont embarqué à bord de leur véhicule jusqu'à la capitale, pour qu'il leur indique l'adresse où elle se trouvait. Une fois arrivés, ils ont arrêté Ahlam Khadom Rammahi et libéré son frère. Aucune raison n'a été donnée pour justifier son arrestation et son lieu de détention est resté inconnu, en dépit de tous les efforts déployés par sa famille pour la localiser. Le 1^{er} septembre 1999, Amnesty International a lancé un appel public urgent en faveur d'Ahlam Khadom Rammahi, qui demandait sa libération immédiate, à moins qu'elle ne soit rapidement inculpée d'une infraction pénale prévue par la loi. Grâce aux pressions internationales, Ahlam a été libérée le 7 septembre et a pu rejoindre sa famille en Grande-Bretagne.

Les cas mentionnés ici illustrent le recours généralisé aux arrestations et aux détentions arbitraires, qui constituent une pratique bien établie en Irak. Il ne s'agit que d'un petit échantillon représentatif de milliers d'autres cas qui montre jusqu'où les autorités irakiennes sont prêtes à aller pour repérer les dissidents et les réduire au silence.

3. La torture et les mauvais traitements

Bien que la torture soit interdite par la législation irakienne (cf. l'alinéa *a* de l'article 22 de la Constitution provisoire¹⁹ et l'article 127 du Code de procédure pénale), elle est en fait utilisée de façon systématique dans les prisons et dans les centres de détention. En vertu du PIDCP, l'Irak est légalement tenu de prendre des mesures pour empêcher la torture et de traduire en justice les auteurs de tels actes. Il incombe en outre au gouvernement irakien, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, d'accorder une protection particulière contre la torture aux mineurs de moins de dix-huit ans.

19. L'article 22 a de la Constitution provisoire de l'Irak dispose : « La dignité de l'homme est garantie. Il est inadmissible d'infliger des souffrances physiques ou psychologiques. »

En Irak, les prisonniers politiques sont soumis aux formes de torture les plus brutales. Les corps de nombreux suppliciés portaient des marques flagrantes de torture - certains ayant notamment les yeux arrachés - lorsqu'ils ont été restitués aux familles. Citons, au nombre des méthodes de torture physique les plus courantes, les décharges électriques ou les brûlures de cigarette sur diverses parties du corps, l'arrachage des ongles des mains, la suspension prolongée par les membres, le passage à tabac à coups de câbles, la *falaqa* (coups assenés sur la plante des pieds), enfin, l'utilisation d'une perceuse électrique pour transpercer les mains des victimes. Parmi les méthodes de torture psychologique figurent la menace d'amener devant le détenu une de ses parentes (en particulier sa mère ou son épouse) et de la violer sous ses yeux, la menace de procéder à l'arrestation d'autres membres de la famille ou de leur faire du mal, les simulacres d'exécution et le maintien à l'isolement pendant des périodes prolongées.

N.²⁰, homme d'affaires kurde de Bagdad, marié et père de famille, a été arrêté en décembre 1996, devant sa maison, par des agents de la sécurité en civil. Ignorant initialement où il avait été emmené, sa famille est allée de commissariat en commissariat pour s'enquérir de son sort. Elle a ensuite appris par des amis qu'il était détenu au siège de la Direction de la sûreté générale, à Bagdad, mais n'a pas été autorisée à lui rendre visite. Onze mois plus tard, en novembre 1997, la famille de N. a été informée par les autorités que celui-ci avait été exécuté et qu'elle devait aller récupérer sa dépouille. Le corps de N. portait des traces évidentes de torture. Il avait eu les yeux arrachés et les orbites remplies de papier, et son poignet droit et sa jambe gauche étaient fracturés. Aucun motif n'a été fourni aux proches de N. pour justifier son arrestation et son exécution. Toutefois, ils ont supposé qu'il avait été exécuté en raison de l'amitié le liant à un général à la retraite qui entretenait des relations avec l'opposition irakienne à l'étranger. Cet homme, qui avait été arrêté juste avant N., a lui aussi été exécuté.

Peu après la tentative d'assassinat d'Oudaï Saddam Hussein, en décembre 1996, et la vague d'arrestations qui s'est ensuivie, **Salah Mahdi**, agent contractuel chargé de la circulation à Al Mansur, a été interpellé. Cet homme âgé de trente-cinq ans, marié et père de trois enfants, a été accusé de négligence parce qu'il n'avait pas remarqué le véhicule utilisé par les agresseurs. Détenu dans les locaux des forces de sécurité spéciales, il a été brutalement torturé. Salah Mahdi serait mort des suites de ces actes de torture aux alentours du mois de juin 1997. Sa famille a été informée de son décès, mais le corps ne lui a jamais été rendu pour qu'elle puisse organiser ses obsèques, et ce en dépit de ses demandes répétées. Elle ignore jusqu'à ce jour où il est enterré.

Un certain nombre d'anciens prisonniers politiques irakiens ont dû subir des interventions chirurgicales pour être amputés d'une jambe ou d'un bras, parce que, après des séances prolongées de torture, leurs membres s'étaient gangrenés et ils n'avaient bénéficié d'aucun traitement médical. À l'hôpital, ils n'ont pas eu d'autre choix que de signer une déclaration dans laquelle ils affirmaient que cette amputation relevait de leur seule décision.

20. Nom tenu secret à la demande d'un membre de la famille.

En 1994, au moyen d'une série de décrets promulgués par le CCR, l'Irak a institué des peines judiciaires s'apparentant à la torture ou à des châtiments cruels, inhumains et dégradants pour au moins 30 infractions de droit commun. Parmi ces infractions figuraient le vol commis dans certaines circonstances, l'accaparement de marchandises rationnées, l'insoumission ou la désertion et les interventions de chirurgie plastique sur un bras ou une jambe amputée. Les peines prévues consistaient à amputer la main droite pour une première infraction, et le pied gauche en cas de récidive, ou à procéder à l'ablation d'une ou des deux oreilles. Elles s'accompagnaient, pour les personnes condamnées en vertu de ces décrets, du marquage au fer rouge de la lettre « X » sur le front²¹. Le gouvernement irakien a affirmé que ces châtiments sévères avaient été introduits pour faire face à une montée de la criminalité résultant de l'aggravation de la crise économique dans le pays. En 1996, il a promulgué le décret 81/96 du CCR, abolissant les peines d'amputation de l'oreille externe et de marquage au fer rouge à titre de châtiment judiciaire pour les déserteurs, les personnes ayant tenté de se soustraire à leurs obligations militaires et celles qui les auraient hébergés ou protégés.

Jusqu'en 1996, Amnesty International a reçu des informations concernant des centaines de cas de personnes qui avaient été soumises à de semblables châtiments. Ainsi, fin 1996, **Abd al Nafi Mohammad** (nom de famille inconnu), célibataire et originaire de Tal Afar, localité située au nord de Bagdad, a eu la main droite amputée sous les yeux d'un grand nombre de ses collègues, sur ordre d'Oudaï Saddam Hussein. Membre du personnel de sécurité au siège du Comité national olympique irakien, lequel est dirigé par le fils du président, Abd al Nafi Mohammad avait été rendu responsable du vol de certains équipements sportifs dérobés dans un entrepôt alors qu'il était de garde à l'extérieur du bâtiment. Bien que cet homme n'ait cessé de clamer son innocence, la peine d'amputation a été exécutée sans jugement. Trois semaines plus tard, il est apparu que les équipements n'avaient pas été volés, mais qu'ils se trouvaient dans un autre entrepôt. Oudaï Saddam Hussein aurait alors ordonné le versement à Abd al Nafi Mohammad d'une somme de 500 000 dinars irakiens (environ 300 euros), à titre de dédommagement.

Auparavant, les amputations étaient très souvent couvertes par les médias irakiens. Toutefois, depuis la fin de l'année 1996, ces châtiments ayant été condamnés par la communauté internationale, il est désormais rare que des informations faisant état d'amputations soient diffusées en Irak. En août 1998, six membres des *Fidayi Saddam* (Combattants de Saddam) auraient eu la main amputée sur ordre d'Oudaï Saddam Hussein. Selon certaines informations, ils étaient accusés de vol et d'extorsion commis sur des voyageurs à Bassorah, une ville du sud de l'Irak.

Amnesty International a appelé publiquement le gouvernement irakien à abolir les peines d'amputation et de marquage au fer rouge, et à verser des dommages-intérêts à toutes les victimes de tels châtiments ou à leurs familles. En novembre 1997, le Comité des droits de l'homme des Nations unies s'est déclaré vivement préoccupé par le fait que l'Irak « ait recouru à l'imposition de peines cruelles,

21. Pour plus de détails sur ces châtiments, se reporter au document d'Amnesty International intitulé *Irak. Marquages au fer rouge, amputations, peine de mort : l'État a recours à des châtiments cruels* (index AI : MDE 14/03/96), publié en avril 1996.

inhumaines et dégradantes, telles que l'amputation et le marquage au fer rouge, qui sont incompatibles avec l'article 7 du Pacte [PIDCP] ». Il a ajouté que l'application de tels châtiments devrait cesser immédiatement²². En outre, le Comité a recommandé au gouvernement irakien d'entreprendre « une révision dans le détail des lois et décrets temporaires en vigueur en vue de les rendre conformes aux dispositions du Pacte »²³.

4. La peine de mort

En dépit des tendances mondiales favorables à l'abolition de la peine de mort, depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991, l'Irak a considérablement élargi le champ d'application de ce châtiment au moyen d'une série de décrets du CCR. Cette instance est habilitée par la Constitution provisoire de 1990 (article 42) à promulguer des « lois et des décrets ayant force de loi », ainsi que des « décisions indispensables à l'application des dispositions de la législation en vigueur », et ce à tout moment et sans aucun contrôle judiciaire. Aujourd'hui, la peine capitale s'applique en Irak à un large éventail d'infractions pénales et de crimes politiques. Un grand nombre des décrets du CCR promulgués ces dernières années prescrivent le châtiment suprême pour des infractions qui ne semblent pas avoir de conséquences mortelles ni particulièrement graves. Parmi ces infractions figurent notamment le vol de voitures (décret 13/92), le faux monnayage (décret 9/93), le fait de faire sortir d'Irak en contrebande des voitures, des camions ou des machines servant pour le bâtiment, les travaux publics et les forages (décret 95/94), l'association de deux personnes ou plus dans le but d'acquérir du matériel (décret 95/94), la falsification de documents relatifs au service militaire (décret 179/94) et le vol commis par un membre des forces armées ou des forces de sécurité intérieure, ou par un employé du gouvernement (décret 114/94). Le décret 39/94 du CCR prévoit la peine de mort pour une série d'infractions considérées comme des actes de « sabotage de l'économie nationale » et jugées infamantes²⁴.

La peine prévue par ce décret pour avoir commis ou favorisé ces infractions, ou pour s'en être rendu complice, est la mort ou la réclusion à perpétuité assortie d'amendes allant de 10 000 à 100 000 dinars irakiens.

Une fois encore, le gouvernement irakien a affirmé que le recours accru au châtiment suprême répondait à la montée de la criminalité liée à la pauvreté et aux privations résultant des sanctions économiques imposées à l'Irak.

22. CCPR/C/79/Add.84, p. 3.

23. *Ibid.*

24. Ces infractions comprennent notamment : 1) le fait de s'emparer illégalement, dans des établissements de santé et d'autres établissements publics, de médicaments ou d'équipements médicaux ; 2) la contrefaçon de documents officiels relatifs à des médicaments ou à des équipements médicaux en vue de dissimuler une utilisation illégale de ces équipements ou de ces médicaments ; 3) la possession de médicaments ou d'équipements médicaux dans l'intention d'en faire commerce, si ceux-ci ont été obtenus de sources non officielles ; 4) la possession de médicaments ou d'équipements médicaux par des établissements de santé non gouvernementaux, si ceux-ci ont été obtenus de sources non officielles.

Des milliers de personnes, dont des prisonniers d'opinion et politiques, ont été exécutés en Irak au cours des dernières années. Amnesty International a reçu les noms de centaines de suppliciés. Cependant, il est rare que le gouvernement irakien annonce les exécutions ou publie des statistiques officielles relatives à la peine de mort. Compte tenu du secret qui les entoure, il est souvent impossible de déterminer si les exécutions signalées ont été infligées à titre de châtement judiciaire ou de façon extrajudiciaire. Il semble qu'un grand nombre de personnes exécutées en application d'une peine judiciaire avaient été reconnues coupables d'infractions punies de la sentence de mort aux termes du Code pénal irakien. Elles relevaient notamment de l'article 156, relatif à l'appartenance à un parti ou à une organisation constitués dans le but de renverser le régime, ou de l'article 175, relatif au complot contre l'État, qui ont tous deux été invoqués, par le passé, pour mettre à mort des prisonniers d'opinion. Dans certains cas, les personnes exécutées ont été enterrées dans des fosses communes, à proximité des prisons où elles avaient été détenues. Les familles des suppliciés se voient souvent interdire toute manifestation publique de deuil.

La plus importante vague récente d'exécutions a été signalée en novembre 1997. Les autorités auraient ordonné la mise à mort de centaines de prisonniers, appartenant pour la plupart à des groupes d'opposition, qui avaient été condamnés à la peine capitale ou à la réclusion à perpétuité par des tribunaux d'exception au terme de procès contraires aux règles d'équité les plus élémentaires. Des exécutions massives ont également eu lieu en 1998 dans la prison d'Abou Ghraïb. Au moins 93 personnes, dont la plupart étaient des prisonniers politiques de confession chiite qui avaient été arrêtés à la suite du soulèvement de 1991 dans le sud du pays, auraient également été exécutées dans le centre de détention d'Al Radhwaniya, en novembre 1998. Leurs dépouilles auraient été enterrées dans des fosses communes, dans la région d'Al Mashtal, à Bagdad. Il semble que ces exécutions massives soient intervenues dans le cadre d'une opération intitulée « *nettoyage des prisons* ». En effet, selon certaines sources, les prisons étaient alors surpeuplées de prisonniers politiques se trouvant sous le coup d'une condamnation à mort.

En réponse au *Rapport annuel 99* d'Amnesty International (chapitre Irak), les autorités irakiennes ont affirmé que les informations faisant état d'exécutions massives dans la prison d'Abou Ghraïb en 1998 ne faisaient que reprendre des allégations formulées par des intérêts étrangers hostiles à l'Irak. Néanmoins, cette réponse reconnaissait que des exécutions avaient eu lieu et que les suppliciés avaient été reconnus coupables d'infractions passibles de la peine de mort en vertu de la législation en vigueur, tels que le meurtre avec préméditation, le vol à main armée et les crimes en rapport avec la sécurité de la population. Selon le gouvernement, les victimes avaient bénéficié de toutes les garanties légales, y compris le droit d'être défendu par un avocat.

De nouveaux cas d'exécution ont été signalés à Amnesty International. Parmi les personnes suppliciées au cours des derniers mois figuraient plusieurs hauts responsables de l'armée, qui étaient soupçonnés d'entretenir des relations avec l'opposition irakienne à l'étranger ou d'avoir comploté en vue de renverser le gouvernement. Ainsi, sept officiers de haut rang, dont le général de corps d'armée Kamel Sajit, qui commandait les forces irakiennes au Koweït pendant la guerre du Golfe, auraient été exécutés au début du mois de mars 1999, à la suite d'une

tentative présumée de coup d'État. En mars et en avril 1999, les autorités irakiennes ont annoncé l'exécution de 12 personnes déclarées coupables de l'assassinat de plusieurs dignitaires chiites, qui avaient été tués dans des circonstances suspectes en 1998 et au début de l'année 1999 (cf. 5^e partie de ce texte). En avril également, 58 personnes auraient été exécutées dans la prison d'Abou Ghraib. La majorité d'entre elles étaient originaires de provinces du sud de l'Irak, notamment Najaf, Babel et Karbala. Le 10 août, 26 prisonniers auraient été mis à mort dans la prison d'Abou Ghraib, après avoir été accusés de s'être livrés à des « *actes terroristes* » et d'avoir « *tué des agents des forces de sécurité et de police* » dans les provinces méridionales de Babel, d'Al Qadissiyah et de Bassorah. Condamnés à mort le 23 juin 1999 par le « *tribunal spécialisé* », ils auraient vu leurs peines confirmées le 7 août par le président Saddam Hussein.

Amnesty International n'a cessé d'exhorter le gouvernement irakien à abolir la peine capitale et, dans l'intervalle, à restreindre son champ d'application, considérant que cette sentence constitue une violation du droit à la vie ainsi que le plus cruel des châtiments. En novembre 1997, après avoir examiné le quatrième rapport périodique de l'Irak sur la mise en œuvre du PIDCP, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a recommandé à ce pays « *d'abolir la peine capitale pour tous les crimes qui ne figurent pas parmi les crimes les plus graves, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte [PIDCP], et d'envisager l'abolition de la peine de mort...* ».

Dans une résolution adoptée le 3 avril 1998, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a instamment prié tous les États qui conservent la peine de mort de « *s'acquitter pleinement des obligations qu'ils ont contractées en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier l'obligation de ne prononcer la peine de mort que pour les crimes les plus graves, de ne pas la prononcer dans le cas de personnes âgées de moins de 18 ans et dans le cas de femmes enceintes et de garantir le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine* »²⁵. Il ne semble pas que l'Irak ait suivi ces recommandations.

5. Des dignitaires religieux chiites victimes d'exécutions probablement extrajudiciaires

Au cours des dix-huit derniers mois, plusieurs dignitaires musulmans de confession chiite ont été tués dans des circonstances donnant à penser qu'ils pourraient avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires, et au moins une personnalité éminente de l'Islam chiite a échappé à une tentative d'assassinat. Ces homicides relèvent d'un schéma répétitif qui a fait son apparition dans les années 1970 et a pris un caractère encore plus prononcé en 1991, après la guerre du Golfe et le soulève

25. Résolution 1998/8 de la Commission des droits de l'homme des Nations unies : Question de la peine de mort.

ment chiite qui s'est ensuivi dans le sud de l'Irak²⁶. Ils ont par ailleurs été commis dans les deux principales villes saintes de l'Islam chiite, où se constate une très forte présence des forces militaires et de sécurité irakiennes, ou à proximité.

L'ayatollah al Shaikh Mortadha al Borujerdi, âgé de soixante-sept ans, marié et père de quatre enfants adultes, a été abattu par des hommes armés dans la nuit du 22 avril 1998 ; cet assassinat a eu lieu alors qu'il rentrait chez lui à pied du tombeau de l'imam Ali à An Najaf²⁷, l'un des lieux les plus saints de l'Islam chiite, où il avait dirigé la prière de l'aube. Les deux hommes qui l'accompagnaient, également pris pour cible, ont été blessés par balle. Il semble que par le passé, l'ayatollah al Borujerdi ait été victime d'actes de harcèlement de la part des services de sécurité irakiens et qu'il ait échappé à au moins une tentative d'assassinat. En 1991, après le soulèvement chiite dans le sud du pays, il avait été arrêté en compagnie de dizaines d'autres dignitaires chiites et placé en détention pendant trois jours avant d'être remis en liberté. Quelques semaines avant son assassinat, l'ayatollah avait reçu la visite d'une délégation du ministère des Awqaf (fondations religieuses) et des Affaires religieuses, qui l'avait instamment prié de ne plus diriger les prières. Il aurait répondu qu'il n'obtempérerait que s'il recevait un ordre écrit en ce sens du gouvernement irakien. Après l'assassinat de l'ayatollah al Borujerdi, un communiqué officiel du gouvernement a incriminé les services secrets d'un pays étranger, sans toutefois nommer ce pays.

Deux mois plus tard, dans la nuit du 18 juin, un autre dignitaire chiite, l'**ayatollah Mirza Ali al Gharawi**, âgé de soixante-dix ans, son gendre **Mohammad Ali al Faqih**, son chauffeur **Abou Khalil** et un autre passager, **Sayyid Faraj**, ont été abattus entre Najaf et Karbala, où ils venaient de visiter le tombeau de l'imam Hussain. Apparemment, deux hommes armés se trouvant à bord d'un autre véhicule auraient contraint la voiture de l'ayatollah à s'arrêter et l'auraient arrosée de balles avant de prendre la fuite. Immédiatement après cet incident, le ministère irakien des Awqaf a annoncé que *« d'odieux intérêts étrangers ont commis ce crime pour faire du tort aux fidèles en quête de vertu et de justice, et qui refusent de se détourner de l'Islam »*.

Dans la nuit du 19 février 1999, l'ayatollah **Mohammad Sadeq al Sadr**, un autre dignitaire chiite, âgé de cinquante-six ans, a été abattu à Najaf en même temps que ses deux fils, **Hojjatu al Islam al Sayyid Mostafa al Sadr**, trente-quatre ans, et **al Sayyid Muammal al Sadr**. Les trois hommes venaient de quitter le bureau de l'ayatollah et rentraient chez eux, lorsque deux hommes armés à bord d'une voiture ont ouvert le feu après les avoir forcés à arrêter leur véhicule. Les deux fils sont morts sur le coup et leur père est décédé immédiatement après son arrivée à l'hôpital. Dans son dernier sermon, prononcé peu de temps avant son assassinat, l'ayatollah Mohammad Sadeq al Sadr avait dénoncé les restrictions imposées par le gouvernement dans le domaine des libertés religieuses et demandé la libération de plusieurs dignitaires chiites détenus en Irak. Il avait, lui aussi, été l'objet de manœuvres de harcèlement et avait été interrogé à plusieurs reprises par les services de sécurité. La nouvelle de ces homicides a déclenché des

26. Pour plus de détails sur la persécution des chiites en Irak, voir le document d'Amnesty International intitulé *Irak. « Disparition » de religieux et d'étudiants en théologie chiites*, publié en avril 1993.

27. Il s'agit du tombeau de l'imam Ali, cousin et gendre du prophète Mahomet.

mouvements de protestation dans les quartiers de Bagdad peuplés principalement de chiites ainsi que dans les villes méridionales d'Al Hillah, de Karbala, d'An Nasiriyah et de Najaf. Des dizaines de manifestants auraient été tués par les services de sécurité et des centaines d'autres arrêtés.

Parmi les personnes qui ont échappé à une tentative d'assassinat figure l'**ayatollah al Shaikh Bashir Hussain al Najafi**. Le 6 janvier 1999, un groupe d'hommes armés a attaqué son bureau. Durant cette attaque, trois d'entre eux auraient été tués par l'explosion prématurée d'une grenade à main. L'ayatollah et au moins dix de ses disciples ont été blessés.

Selon certaines sources, les familles de ces dignitaires chiites assassinés n'ont pas été autorisées à organiser de véritables obsèques. En effet, les corps ont été inhumés à la hâte par des agents de la sécurité et seuls quelques proches ont été autorisés à assister à la mise en terre. En outre, il semble qu'aucune autopsie n'ait été pratiquée.

Amnesty International a écrit au gouvernement irakien, après les homicides des trois dignitaires chiites mentionnés plus haut, afin de l'exhorter à ouvrir sans délai une enquête exhaustive et indépendante sur les circonstances de ces assassinats. L'Organisation a également demandé que les méthodes et les conclusions des investigations soient rendues publiques, conformément aux Principes des Nations unies relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions. Toutefois, à notre connaissance, aucune enquête indépendante n'a été ouverte.

Le 26 septembre 1998, les autorités ont annoncé l'arrestation de huit personnes présumées responsables de l'assassinat des ayatollah al Borujerdi et al Gharawi. Le 2 novembre 1998, la télévision irakienne a affirmé que le mobile de ces deux homicides était le vol, mais aucun élément de preuve n'aurait été fourni à l'appui de ces allégations. Le 14 mars 1999, le gouvernement irakien a annoncé que huit personnes avaient été exécutées la veille, après avoir été reconnues coupables des assassinats de l'ayatollah al Borujerdi et de l'ayatollah al Gharawi²⁸. Les suppliciés auraient « avoué » le meurtre des deux dignitaires chiites et la tentative d'assassinat contre l'ayatollah Ali al Sistani, en novembre 1996. En réponse au *Rapport annuel 99* d'Amnesty International (chapitre Irak), qui dénonçait les homicides des ayatollah al Borujerdi et al Gharawi, le gouvernement irakien a indiqué qu'un groupe d'étudiants en théologie d'al Hawza al Ilmiya (centre d'études supérieures chiite), à Najaf, avaient assassiné l'ayatollah al Gharawi après avoir surveillé ses déplacements pendant quelques temps, « *en raison de problèmes personnels relatifs à la distribution des fonds recueillis par la direction du [centre]* ». Il a ajouté que les étudiants avaient été arrêtés, leurs armes et leur voiture confisquées, et qu'au terme de l'enquête, ils avaient été déférés devant le « *tribunal spécialisé* ». La réponse du gouvernement ne fournissait pas d'autres précisions, pas plus qu'elle ne mentionnait le meurtre de l'ayatollah al Borujerdi et la tentative d'assassinat contre l'ayatollah al Sistani.

28. Les personnes exécutées étaient Mohammed Khudier Abbas, Abbas Khudier Abbas, Jasim Khudier Abbas, Haqi Ismail Abd Radhi, Basim Abbas Abd al Abbas, Abd Ali Mehdi Hassoun, Abd al Razaq Hassan et Faisel Namah Hussain.

Le 17 mars 1999, soit à peine un mois après l'assassinat de l'ayatollah al Sadr et de ses deux fils, la télévision nationale irakienne a diffusé les aveux de quatre hommes (al Shaikh Abd al Hassan Abbas al Kufi, al Sheikh Ali Kadhem Hajman, Ahmed Mostafa Ardabili et Haidar Ali Hussein). Trois semaines plus tard, le 6 avril, ils ont été exécutés. Selon certaines sources, l'un d'entre eux, al Shaikh al Hassan Abbas al Kufi, était incarcéré depuis la fin du mois de décembre 1998.

En mars 1999, Amnesty International a adressé une lettre au gouvernement irakien pour exprimer sa vive préoccupation au sujet des aveux diffusés à la télévision irakienne et sa crainte qu'ils aient été extorqués sous la contrainte. L'Organisation a indiqué que les aveux télévisés étaient contraires aux principes fondamentaux du droit international, et notamment aux obligations contractées par l'Irak lors de son adhésion au PIDCP. En effet, l'article 14 (2) du Pacte prévoit que *« toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie »* et l'article 14 (3) dispose que *« toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine légalité, au moins aux garanties suivantes :... (g) À ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable »*. Cette interdiction va de pair avec la présomption d'innocence, en vertu de laquelle la charge de la preuve au-delà de tout doute raisonnable revient à l'accusation, et avec l'interdiction de la torture et de tout châtiment cruel, inhumain ou dégradant. Amnesty International a également sollicité plus de précisions sur la date d'arrestation et le lieu de détention des suppliciés, ainsi que sur les charges retenues contre eux, et les date et lieu du procès. Enfin, elle a demandé s'ils avaient été autorisés à rencontrer un avocat de leur choix et les membres de leur famille. En octobre 1999, les autorités irakiennes n'avaient pas répondu à l'Organisation et leurs précédentes réponses ne permettaient pas de dissiper les préoccupations d'Amnesty International.

6. Les expulsions forcées de ressortissants non arabes

Depuis le milieu de l'année 1997, des milliers de Kurdes et un certain nombre de ressortissants non arabes (notamment des Turkmènes et des Assyriens) qui avaient vécu toute leur vie dans la région de Kirkouk, située environ à 260 kilomètres au nord de Bagdad, ont été expulsés vers les provinces kurdes du nord de l'Irak contrôlées par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ces expulsions ont été motivées par leur origine ethnique, mais aussi par la situation stratégique et les champs pétrolifères de Kirkouk. Les autorités ont laissé aux familles kurdes expulsées le choix de partir vers le sud de l'Irak ou vers les provinces kurdes. Celles qui ont choisi le sud ont été autorisées à emporter quelques possessions avec elles, tandis que celles qui ont opté pour le nord du pays se sont vu confisquer par les autorités leurs biens et leurs tickets de rationnement. Selon certaines sources, la majorité des familles aurait décidé de partir vers le nord. Amnesty International ne dispose d'aucune information concernant celles qui ont choisi le sud. Le chef de chaque famille visée par ces mesures a été placé en détention pendant que les autorités irakiennes procédaient à l'expulsion de ses proches et prenaient les dispositions nécessaires à son propre déplacement. De plus, ces personnes auraient été contraintes de signer, au commissariat local, une déclaration dans laquelle elles affirmaient partir de leur plein gré vers le nord.

Le gouvernorat de Kirkouk a été rebaptisé « *Al Tamim* », ce qui, en arabe, signifie « *nationalisation* ». Le 12 janvier 1998, le gouvernorat d'al Tamim a adopté un décret ordonnant l'expulsion de 1468 familles en raison de « *la sécurité et l'importance géographique* » de la région. Ce décret s'appuyait sur des directives émanant des services de la présidence irakienne. Il fixait une période (entre le 15 avril et le 15 juin 1998) pour l'expulsion des 1468 familles. D'autre part, il précisait le nombre de familles à expulser des différentes régions du gouvernorat de Kirkouk et détaillait la procédure à suivre par les forces de sécurité :

1. placement en détention d'un membre de chaque famille kurde expulsée vers les provinces du nord ;
2. confiscation des biens appartenant aux personnes expulsées ;
3. confiscation des cartes de rationnement ;
4. confiscation des cartes prouvant l'appartenance à des organes gouvernementaux ;
5. notification du décret : au chef de la sécurité de chaque district, au représentant du parti Baas de chaque district et au chef de chaque village.

Une fois parvenues dans le nord de l'Irak, certaines familles expulsées ont essayé de vivre chez des parents. Toutefois, la majorité ont été réinstallées dans des camps tels que celui d'al Salam, près de Chamchamal, et de Benislawa, près d'Arbil. Le PDK, l'UPK et les agences de l'ONU leur ont fourni, entre autres choses, de la nourriture, des tentes et des couvertures. Leurs propriétés dans la région de Kirkouk et à Khanaqeen sont données par les autorités à des Arabes soutenant le régime qui sont transférés d'autres régions d'Irak. À ce jour, des milliers d'Arabes venus d'autres régions ont été réinstallés dans le gouvernorat de Kirkouk.

Les expulsions de familles kurdes et non arabes se sont poursuivies en 1998 et en 1999, la procédure décrite ci-dessus étant systématiquement appliquée. En mai 1999, on dénombrait plus de 15 000 familles, totalisant au moins 91 000 personnes, à avoir été expulsées vers les provinces du nord par les autorités irakiennes au cours des dernières années. En février de la même année, 25 familles ont été déplacées de force de Khanaqeen, au sud-est de Kirkouk, vers Ar Ramadi. Selon l'UPK, 50 autres familles, soit 278 personnes, auraient été expulsées en septembre 1999.

Le 30 mars 1998, Amnesty International a écrit au gouvernement irakien pour lui faire part de la vive préoccupation qu'elle éprouve devant la vague d'expulsions forcées visant des familles non arabes, et notamment kurdes, en raison de leur origine ethnique. L'Organisation a indiqué qu'elle considérait les mesures adoptées par les autorités irakiennes comme une grave violation des droits à la liberté d'opinion, à n'être pas soumis à une quelconque forme de discrimination, et à l'intégrité physique et mentale. Elle a exhorté le gouvernement à mettre fin aux expulsions et à permettre à toutes les familles déjà expulsées de regagner leur foyer dans la province de Kirkouk. Par ailleurs, Amnesty International a fait

connaître largement ses préoccupations dans une déclaration publiée le 29 avril 1998²⁹. Au mois d'août 1999, elle n'avait reçu aucune réponse du gouvernement irakien au sujet des expulsions forcées.

La pratique consistant à expulser de force des milliers de familles en raison de leur origine ethnique constitue une violation de l'obligation contractée par l'Irak au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à laquelle ce pays a adhéré en 1970. En effet, l'article 2 (1a) de la Convention prévoit que « *chaque État partie s'engage à ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes et institutions et à faire en sorte que toutes les autorités publiques ou institutions publiques, nationales et locales, se conforment à cette obligation* ». Dans son 14^e rapport périodique au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, présenté en février 1999, les autorités irakiennes ont refusé d'admettre qu'elles avaient procédé à l'expulsion de familles non arabes. Elles ont ainsi déclaré que « *le gouvernement irakien réfute catégoriquement l'allégation selon laquelle il a réduit à l'exclusion les groupes ethniques non arabes et demande au Comité de lui fournir les preuves factuelles à l'appui de ces allégations...* »³⁰.

Recommandations

Depuis des années, Amnesty International n'a cessé d'exhorter le gouvernement irakien à mettre fin aux violations généralisées des droits humains, en adoptant les dispositions légales et les mesures pratiques qui s'imposent pour veiller à l'application effective et complète des traités internationaux relatifs aux libertés fondamentales ratifiés par ce pays. Cependant, rien n'a été fait dans la pratique pour mettre un terme à ces exactions. C'est pourquoi l'Organisation appelle une fois de plus le gouvernement irakien à :

1. libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion et toutes les personnes qui sont détenues uniquement en raison de leurs convictions personnelles, de leur identité ou de leurs liens avec des opposants présumés au gouvernement, et qui n'ont jamais prôné ni utilisé la violence ;
2. remettre en liberté tous les prisonniers politiques détenus depuis de longues années sans inculpation ni jugement, à moins qu'ils ne soient inculpés dans les plus brefs délais d'une infraction pénale prévue par la loi et traduits devant une juridiction en mesure de garantir un procès équitable en vertu des normes internationales ;
3. veiller à ce que les détenus soient présentés à un juge immédiatement après leur arrestation, à ce qu'ils soient traités avec humanité conformément aux normes internationales et à ce qu'ils aient accès à un avocat de leur choix ainsi qu'à leur famille et, si nécessaire, à des soins médicaux ;

29. Voir la Déclaration publique intitulée *Irak. Il faut mettre fin aux expulsions de familles kurdes* (index AI : MDE 14/02/98).

30. CERD/C/320/add. 3 Rapport périodique de l'Iraq, page 9.

4. ouvrir sans délai une enquête exhaustive et impartiale sur toutes les allégations de torture et veiller à ce que les membres des forces de sécurité ou d'autres forces qui sont impliqués dans des actes de torture ou des mauvais traitements sur la personne de détenus soient traduits en justice ;
5. ratifier la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
6. abroger tous les décrets prévoyant des châtiments judiciaires corporels ;
7. commuer toutes les condamnations à mort, en attendant l'abolition de la peine capitale pour tous les crimes, et veiller à ce qu'elle ne soit jamais appliquée en violation de l'article 6(2)³¹ du PIDCP ;
8. décréter un moratoire sur les exécutions, conformément à la demande formulée par la Commission des droits de l'homme des Nations unies en avril 1999³² ;
9. veiller à ce que les cas de « disparition » et d'exécution extrajudiciaire fassent l'objet d'une enquête rapide, impartiale et efficace, confiée à un organe indépendant des responsables présumés de ces actes et doté des pouvoirs nécessaires pour mener à bien ses investigations. Les méthodes employées et les conclusions de ces enquêtes devront être rendues publiques et les auteurs de ces exactions traduits en justice ;
10. s'opposer totalement aux pratiques des « disparitions » et des exécutions extrajudiciaires, et informer tous les membres de la police, de l'armée et des autres forces de sécurité que ces actes ne seront tolérés en aucune circonstance ;
11. mettre un terme à la politique d'expulsion des familles non arabes ;
12. autoriser toutes les personnes expulsées en raison de leur origine ethnique à regagner leur domicile et veiller à ce qu'elles soient indemnisées ;
13. permettre au rapporteur spécial des Nations unies sur l'Irak, aux rapporteurs thématiques de l'ONU et aux organisations internationales de défense des droits humains, notamment Amnesty International, de visiter le pays sans aucune restriction.

31. Aux termes de l'article 6(2) du PIDCP : « Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent. »

32. Dans sa résolution 1999/61, adoptée le 28 avril, la Commission a appelé tous les États qui maintiennent la peine capitale à « instituer un moratoire sur les exécutions, en vue d'abolir définitivement la peine de mort ».

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Iraq: Victims of Systematic Repression. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI – novembre 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :